

**République Française**

\*\*\*\*\*

**Département des Alpes-de-  
Haute-Provence**

**Commune de Barcelonnette**

\*\*\*\*\*

**Séance du 15 décembre 2025**

| Nombre<br>de<br>membres<br>en exercice | Nombre<br>de<br>membres<br>Présents | Nombre de<br>membres<br>Votants |
|----------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|
| 23                                     | 12                                  | 12                              |

**Procès-verbal du Conseil Municipal  
Du 15 décembre 2025**

**Date de convocation  
11 décembre 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le quinze décembre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Commune de Barcelonnette dûment convoqué en date du onze décembre deux mille vingt-cinq s'est réuni en session ordinaire, salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur Yvan BOUGUYON, Maire.

**Étaient Présents :**

Monsieur Yvan BOUGUYON, Madame Florence ALLEMANDI, Monsieur Joseph GARCIN, Madame Clarisse GARCIER, Monsieur Miguel ORTUNO, Madame Rolande JACQUES, Monsieur Joël IGAU, Madame Chantal BONAGLIA, Monsieur Pierre MAILLARD, Madame Fabienne BANCILLON-BOE, Monsieur Christophe BARNEAUD, Monsieur Yves BAUDRY.

**Absents(es) excusés(es) :**

Madame Sabine BLATTMANN, Madame Karine BENEDETTO, Monsieur Jean-Claude DABROWSKI, Madame Florence JOUVENT, Monsieur Frédéric MAURIN, Monsieur Hugues PARIS, Monsieur Jean-Pierre FRANQUEBALME, Madame Patricia DOMANGE, Monsieur Christophe PICHET, Madame Wendy MATTERA, Madame Jocelyne GARINO.

Madame Chantal BONAGLIA a été nommée secrétaire de séance conformément à l'article 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

## ORDRE DU JOUR

1. Recrutement de vacataires au Musée pour 2026. **APPROUVEE – DL 2025/148**
2. Recrutement de vacataires à la Salle de Spectacles El Zocalo pour 2026. **APPROUVEE – DL 2025/149**
3. Rapport annuel 2024 sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'eau potable. **APPROUVEE – DL 2025/150**
4. Budget Principal 2025 - Décision modificative n°3. **APPROUVEE – DL 2025/151**
5. Budget Eau 2025 - Décision modificative n°2. **APPROUVEE – DL 2025/152**
6. Budget Craplet 2025 - Décision modificative n°2. **APPROUVEE – DL 2025/153**
7. Décision d'ouverture de crédits investissement 2026 - Budget Principal. **APPROUVEE – DL 2025/154**
8. Décision d'ouverture de crédits investissement 2026 - Budget Craplet. **APPROUVEE – DL 2025/155**
9. Décision d'ouverture de crédits investissement 2026 - Budget Eau. **APPROUVEE – DL 2025/156**
10. Décision d'ouverture de crédits investissement 2026 - Budget Activités Loisirs. **APPROUVEE – DL 2025/157**
11. Convention d'attribution du soutien à l'ingénierie de la banque des territoires au programme petites villes de demain – avenant n°1. **APPROUVEE – DL 2025/158**
12. Nos Territoires D'Abord Vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon : OPAH-RU de Barcelonnette - Convention de financement entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Commune de Barcelonnette. **APPROUVEE – DL 2025/159**

**Compte rendu des décisions prises en vertu de l'article L. 2122-22 du C.G.C.T. Délibérations approuvées.**

- Décision valant délibération n° 2025/ 144 : Opération 276 Chauffage Eglise - Marché de travaux - Avenant n°1
- Décision valant délibération n°2025/147 : FLORAL SARL - signature de la convention de Mécénat d'entreprise entre la Commune de Barcelonnette et la Société FLORAL SARL à Grasse.

\*\*\*\*\*

**Ouverture de la séance sous la présidence de Monsieur Yvan BOUGUYON, Maire de la ville de Barcelonnette, à dix-huit heures.**

Il procède ensuite à l'appel des membres de l'assemblée délibérante et fait lecture des procurations.

|                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>RAPPORT N°1 – DEL 2025/148- <u>OBJET</u> : Recrutement de vacataires au Musée pour 2026.</b> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|

**OBJET : RESSOURCES HUMAINES – Recrutement de vacataires au Musée pour 2026**

**Rapporteur : Madame Florence ALLEMANDI**

Madame Florence ALLEMANDI indique aux membres du Conseil Municipal que les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent recruter des vacataires.

Elle informe les membres du Conseil Municipal que pour pouvoir recruter un vacataire, les trois conditions suivantes doivent être réunies :

- La spécificité dans l'exécution de l'acte : l'agent est engagé pour une mission précise, pour un acte déterminé.
- La discontinuité dans le temps : les missions concernées correspondent à un besoin ponctuel de la collectivité. Le besoin pour lequel est recruté le vacataire ne doit pas correspondre à un emploi permanent.
- La rémunération est liée à l'acte pour lequel l'agent a été recruté. Cette rémunération est déterminée par délibération.

Afin de réaliser ponctuellement les missions de médiations/visites au sein du Musée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 et jusqu'au 31 décembre 2026, il est nécessaire d'avoir recours à des personnels vacataires.

Selon l'estimation faite, il est projeté environ 200 vacations sur ladite période.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code Général de la Fonction Publique ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité pour le musée de Barcelonnette d'avoir recours à 3 vacataires pour réaliser les missions ci-dessus décrites ;

### **Délibération**

Le Conseil Municipal,

Après avoir délibéré

Par 12 voix « Pour » 0 voix « contre » et 0 « abstention »

A l'unanimité

### **DÉCIDE**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à recruter 3 vacataires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 et jusqu'au 31 décembre 2026.

#### **Article 2**

**DE FIXER** la rémunération de chaque vacation sur la base de 43,00 euros brut.

#### **Article 3**

**DE DIRE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la commune.

#### **Article 4**

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à ce dossier.

#### **Article 5**

**DE DIRE** que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Marseille 31 rue Jean – François Leca 13002 Marseille à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'État dans le département. Le tribunal administratif de Marseille peut être également saisi de

manière dématérialisée via l'application informatique « Télérécourse Citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**RAPPORT N°2 – DEL 2025/149- OBJET : Recrutement de vacataires à la Salle de Spectacles El Zocalo pour 2026.**

**Rapporteur :** Monsieur Yvan BOUGUYON

Monsieur le Maire indique aux membres du Conseil Municipal que les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent recruter des vacataires.

Il informe les membres du Conseil Municipal que pour pouvoir recruter un vacataire, les trois conditions suivantes doivent être réunies :

- La spécificité dans l'exécution de l'acte : l'agent est engagé pour une mission précise, pour un acte déterminé.
- La discontinuité dans le temps : les missions concernées correspondent à un besoin ponctuel de la collectivité. Le besoin pour lequel est recruté le vacataire ne doit pas correspondre à un emploi permanent.
- La rémunération est liée à l'acte pour lequel l'agent a été recruté. Cette rémunération est déterminée par délibération.

Afin de réaliser ponctuellement les missions de mise en œuvre des spectacles ainsi que des missions de formation et transmission de savoir au sein de la salle de spectacles El Zocalo à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 et jusqu'au 31 décembre 2026, il est nécessaire d'avoir recours à du personnel vacataire.

Selon l'estimation faite, il est projeté environ 20 vacations sur ladite période.

**VU** le Code général des collectivités territoriales ;

**VU** le Code Général de la Fonction Publique ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité pour la salle de spectacles de Barcelonnette d'avoir recours à un vacataire pour réaliser les missions ci-dessus décrites ;

**Délibération**

Le Conseil Municipal,

Après avoir délibéré

Par 12 voix « Pour » 0 voix « contre » et 0 « abstention »

A l'unanimité

**DÉCIDE**

**Article 1<sup>er</sup>**

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à recruter 1 vacataire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 et jusqu'au 31 décembre 2026.

**Article 2**

**DE FIXER** la rémunération de chaque vacation sur la base d'un taux horaire d'un montant brut de 18,14 euros.

**Article 3**

**DE DIRE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la commune.

**Article 4**

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à ce dossier.

**Article 5**

**DE DIRE** que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Marseille 31 rue Jean – François Leca 13002 Marseille à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'État dans le département. Le tribunal administratif de Marseille peut être également saisi de manière dématérialisée via l'application informatique « Télécours Citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

|                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>RAPPORT N°3 – DEL 2025/150- <u>OBJET</u> : Rapport annuel 2024 sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'eau potable.</b> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Rapporteur : Monsieur Yvan BOUGUYON

Monsieur le Maire rappelle que le RPQS est un document rédigé chaque année par la Collectivité sur la base des éléments votés et fournis par le Délégué Véolia pour rendre compte aux usagers et aux élus du prix et de la qualité du service rendu pour l'année écoulée. Il est le fruit d'un travail de collecte et de consolidation de données réalisé par la Collectivité et le Délégué.

Une fois validé par l'assemblée délibérante, c'est un document public qui répond à une exigence de transparence interne mais également à une exigence de transparence à destination notamment des usagers. Il peut être consulté à tout moment à la Mairie.

Le contenu et les modalités de présentation du RPQS sont encadrés (notamment la détermination des indicateurs réglementaires) par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Maire rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'eau potable.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. Faisant suite à un courrier de l'Observatoire National des Services Publics d'Eau et Assainissement, pour l'année 2025, la publication est reportée au 31 décembre 2025.

Les données relatives à la qualité de l'eau, au prix, aux volumes consommés, à l'organisation du service public de distribution de l'eau potable et à la mise en œuvre des mesures favorisant l'accès à l'eau prévues à l'article L. 2224-7-2 et aux 2° à 4° de l'article L. 2224-7-3 sont transmises par la commune, par voie électronique, au système d'information mentionné au 2° du I de l'article L. 131-9 du code de l'environnement : SISPEA - Observatoire National des Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement ([www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)).

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2224-5 et L 2224-7 ;

VU le Code de l'Environnement, et notamment son article L213-2 ;

VU le Code de la Santé Publique,

VU le Décret n°2007-675 du 2 mai 2007,

VU l'Arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement,

VU le rapport annuel 2024 annexé ;

### **Délibération**

Le Conseil Municipal,  
Après avoir délibéré

Par 12 voix « Pour » 0 voix « contre » et 0 « abstention »  
A l'unanimité

### **DÉCIDE**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

**D'ADOPTER** le rapport 2024 sur le prix et la qualité du service public d'eau potable annexé à la présente délibération.

#### **Article 2**

**DE TRANSMETTRE** aux services préfectoraux la présente délibération.

#### **Article 3**

**DE METTRE** en ligne le rapport et sa délibération sur le site [www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr).

#### **Article 4**

**DE RENSEIGNER ET PUBLIER** les indicateurs de performance sur le SISPEA (Observatoire National des Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement).

#### **Article 5**

**DE DIRE** que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Marseille 31 rue Jean – François Leca 13002 Marseille à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'État dans le département. Le tribunal administratif de Marseille peut être également saisi de manière dématérialisée via l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

|                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>RAPPORT N°4 – DEL 2025/151- <u>OBJET</u> : Budget Principal 2025 - Décision modificative n°3.</b> |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Rapporteur : Monsieur Yvan BOUGUYON

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal de Barcelonnette n°2025 /40 en date du 14 Avril 2025 relative à l'adoption du budget principal 2025 ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal de Barcelonnette n°2025/101 en date du 15 Juillet 2025 relative à l'adoption de la décision modificative n°1 ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal de Barcelonnette n°2025/128 en date du 29 Septembre 2025 relative à l'adoption de la décision modificative n°2 ;

**CONSIDERANT** la nécessité d'apporter des corrections au budget primitif du budget principal voté le 14 avril 2025 modifié le 15 Juillet 2025 et le 29 Septembre 2025 ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de procéder à une modification du budget principal en raison de :

Section de fonctionnement :

- D'ajuster la dotation aux amortissements
- D'ajuster les intérêts d'emprunts

Section d'investissement :

- La correction d'une erreur de saisie de la DM n°2,
- D'ajustements de crédits sur certaines opérations
- D'ajuster la part des capitaux des emprunts

**CONSIDERANT** qu'il est proposé, de corriger l'erreur de saisie et d'ajuster les opérations afin qu'elles ne soient pas en dépassement :

- Correction de l'erreur de saisie : re-abonder 100 000,00 € à l'opération 300 Informatique et téléphonie et diminuer l'opération 313 Fourrière de 100 000,00 €, comme cela aurait dû être fait lors de la DM n°2 ;
- Procéder aux ajustements sur les opérations :
  - 285 EQUIPEMENTS ;
  - 321 REHABILITATION STADE LEON SIGNORET ;

Ainsi que pour les emprunts compte n°1641 et en équilibrant la section d'investissement, en prenant les crédits sur l'opération 282 Crèche.

Et d'équilibrer en section fonctionnement par l'inscription de crédits en recettes à l'article 7318 et en investissement ;

### **Délibération**

Le Conseil Municipal,

Après avoir délibéré

Par 12 voix « Pour » 0 voix « contre » et 0 « abstention »

A l'unanimité

### **DÉCIDE**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

D'APPROUVER les modifications de crédits suivantes :

| Désignation                                                               | Dépenses <sup>(1)</sup> |                         | Recettes <sup>(1)</sup> |                         |
|---------------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
|                                                                           | Diminution de crédits   | Augmentation de crédits | Diminution de crédits   | Augmentation de crédits |
| <b>FONCTIONNEMENT</b>                                                     |                         |                         |                         |                         |
| D-6811 : Dot. aux amort. des immobilisations incorporelles et corporelles | 0,00 €                  | 200,00 €                | 0,00 €                  | 0,00 €                  |
| <b>TOTAL D 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections</b>       | 0,00 €                  | 200,00 €                | 0,00 €                  | 0,00 €                  |
| D-66111 : Intérêts réglés à l'échéance                                    | 0,00 €                  | 1 300,00 €              | 0,00 €                  | 0,00 €                  |
| <b>TOTAL D 66 : Charges financières</b>                                   | 0,00 €                  | 1 300,00 €              | 0,00 €                  | 0,00 €                  |
| R-7318 : Autres fiscalités locales                                        | 0,00 €                  | 0,00 €                  | 0,00 €                  | 1 500,00 €              |
| <b>TOTAL R 731 : Fiscalité locale</b>                                     | 0,00 €                  | 0,00 €                  | 0,00 €                  | 1 500,00 €              |
| <b>Total FONCTIONNEMENT</b>                                               | 0,00 €                  | 1 500,00 €              | 0,00 €                  | 1 500,00 €              |
| <b>INVESTISSEMENT</b>                                                     |                         |                         |                         |                         |
| R-28031 : Amort. frais d'études                                           | 0,00 €                  | 0,00 €                  | 0,00 €                  | 155,00 €                |
| R-28188 : Amort. autres                                                   | 0,00 €                  | 0,00 €                  | 0,00 €                  | 45,00 €                 |
| <b>TOTAL R 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections</b>       | 0,00 €                  | 0,00 €                  | 0,00 €                  | 200,00 €                |
| D-1641 : Emprunts en euros                                                | 0,00 €                  | 8 400,00 €              | 0,00 €                  | 0,00 €                  |
| <b>TOTAL D 16 : Emprunts et dettes assimilées</b>                         | 0,00 €                  | 8 400,00 €              | 0,00 €                  | 0,00 €                  |
| D-2031-321 : REHABILITATION STADE LEON SIGNORET                           | 0,00 €                  | 2 900,00 €              | 0,00 €                  | 0,00 €                  |
| <b>TOTAL D 20 : Immobilisations incorporelles</b>                         | 0,00 €                  | 2 900,00 €              | 0,00 €                  | 0,00 €                  |
| D-2128-285 : EQUIPEMENTS                                                  | 0,00 €                  | 16 000,00 €             | 0,00 €                  | 0,00 €                  |
| D-2128-300 : INFORMATIQUE ET TELEPHONIE                                   | 0,00 €                  | 100 000,00 €            | 0,00 €                  | 0,00 €                  |
| D-2128-313 : FOURRIERE                                                    | 100 000,00 €            | 0,00 €                  | 0,00 €                  | 0,00 €                  |
| <b>TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles</b>                           | 100 000,00 €            | 116 000,00 €            | 0,00 €                  | 0,00 €                  |
| D-2313-282 : CRECHE                                                       | 27 100,00 €             | 0,00 €                  | 0,00 €                  | 0,00 €                  |
| <b>TOTAL D 23 : Immobilisations en cours</b>                              | 27 100,00 €             | 0,00 €                  | 0,00 €                  | 0,00 €                  |
| <b>Total INVESTISSEMENT</b>                                               | 127 100,00 €            | 127 300,00 €            | 0,00 €                  | 200,00 €                |
| <b>Total Général</b>                                                      |                         | 1 700,00 €              |                         | 1 700,00 €              |

## Article 2

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération.

## Article 3

DE DIRE que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Marseille, 31 Rue Jean-François Leca 13002 Marseille à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'État dans le département. Le tribunal administratif de Marseille peut être également saisi de manière dématérialisée via l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**RAPPORT N°5 – DEL 2025/152- OBJET : Budget Eau 2025 - Décision modificative n°2.**

Rapporteur : Monsieur Yvan BOUGUYON

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération du Conseil Municipal de Barcelonnette n°2025 /47 en date du 14 Avril 2025 relative à l'adoption du budget Eau 2025 ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal de Barcelonnette n°2025/132 en date du 29 Septembre 2025 relative à l'adoption de la décision modificative n°1 ;

**CONSIDERANT** la nécessité d'apporter des corrections au budget primitif du budget Eau voté le 14 avril 2025 et modifié le 29 septembre 2025 ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de procéder à une modification du budget Eau en raison d'un ajustement de crédit lié aux opérations d'ordre type intérêt – rattachement des ICNE, aux dotations aux amortissements des immobilisations ;

**CONSIDERANT** qu'il est proposé, pour équilibrer la section de fonctionnement d'inscrire un montant en diminution de crédits, en dépenses, à l'article 604 Achats d'études, prestations de services compensée en augmentation de crédit, en dépenses, aux articles 6811 et 661122 ;

**CONSIDERANT** qu'il est proposé, d'inscrire en section investissement un montant de crédit, en recettes, à l'article 28158 Amortissement installation matériel et outillages techniques (contrepartie de l'article 6811) et d'équilibrer en inscrivant une diminution, en dépenses, des crédits de l'article 2315 Installation, matériel et outillages techniques ;

#### **Délibération**

Le Conseil Municipal,

Après avoir délibéré

Par 12 voix « Pour » 0 voix « contre » et 0 « abstention »

A l'unanimité

#### **DÉCIDE**

##### **Article 1<sup>er</sup>**

**D'APPROUVER** les modifications de crédits suivantes :

## DM 2 BUDGET EAU SEA

| Désignation                                                              | Dépenses (1)          |                         | Recettes (1)          |                         |
|--------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-------------------------|-----------------------|-------------------------|
|                                                                          | Diminution de crédits | Augmentation de crédits | Diminution de crédits | Augmentation de crédits |
| <b>FONCTIONNEMENT</b>                                                    |                       |                         |                       |                         |
| D-604 : Achats d'études, prestations de services                         | 2 220,00 €            | 0,00 €                  | 0,00 €                | 0,00 €                  |
| <b>TOTAL D 011 : Charges à caractère général</b>                         | <b>2 220,00 €</b>     | <b>0,00 €</b>           | <b>0,00 €</b>         | <b>0,00 €</b>           |
| D-6811 : Dotations aux amort. des immos incorporelles et corporelles     | 0,00 €                | 2 190,00 €              | 0,00 €                | 0,00 €                  |
| <b>TOTAL D 042 : Opérations d'ordre de transfert entre section</b>       | <b>0,00 €</b>         | <b>2 190,00 €</b>       | <b>0,00 €</b>         | <b>0,00 €</b>           |
| D-68112 : Intérêts - Rattachement des ICNE                               | 0,00 €                | 30,00 €                 | 0,00 €                | 0,00 €                  |
| <b>TOTAL D 66 : Charges financières</b>                                  | <b>0,00 €</b>         | <b>30,00 €</b>          | <b>0,00 €</b>         | <b>0,00 €</b>           |
| <b>Total FONCTIONNEMENT</b>                                              | <b>2 220,00 €</b>     | <b>2 220,00 €</b>       | <b>0,00 €</b>         | <b>0,00 €</b>           |
| <b>INVESTISSEMENT</b>                                                    |                       |                         |                       |                         |
| R-28158 : Amortissement install., mat. et outillages techniques - Autres | 0,00 €                | 0,00 €                  | 0,00 €                | 2 190,00 €              |
| <b>TOTAL R 040 : Opérations d'ordre de transfert entre section</b>       | <b>0,00 €</b>         | <b>0,00 €</b>           | <b>0,00 €</b>         | <b>2 190,00 €</b>       |
| D-2315 : Installations, matériel et outillage techniques                 | 0,00 €                | 2 190,00 €              | 0,00 €                | 0,00 €                  |
| <b>TOTAL D 23 : Immobilisations en cours</b>                             | <b>0,00 €</b>         | <b>2 190,00 €</b>       | <b>0,00 €</b>         | <b>0,00 €</b>           |
| <b>Total INVESTISSEMENT</b>                                              | <b>0,00 €</b>         | <b>2 190,00 €</b>       | <b>0,00 €</b>         | <b>2 190,00 €</b>       |
| <b>Total Général</b>                                                     |                       | <b>2 190,00 €</b>       |                       | <b>2 190,00 €</b>       |

**Article 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération.

**Article 3**

**DE DIRE** que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Marseille, 31 Rue Jean-François Leca 13002 Marseille à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'État dans le département. Le tribunal administratif de Marseille peut être également saisi de manière dématérialisée via l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**RAPPORT N°6 – DEL 2025/153- OBJET : Budget Craplet 2025 - Décision modificative n°2.**

Rapporteur : Monsieur Yvan BOUGUYON

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal de Barcelonnette n°2025 /42 en date du 14 Avril 2025 relative à l'adoption du budget Craplet 2025 ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal de Barcelonnette n°2025/130 en date du 29 Septembre 2025 relative à l'adoption de la décision modificative n°1 ;

**CONSIDERANT** la nécessité d'apporter des corrections au budget primitif du budget Craplet voté le 14 avril 2025 et modifié le 29 Septembre 2025 ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de procéder à une modification du budget Craplet afin d'effectuer un

ajustement de crédit lié aux intérêts et rattachement des ICNE ainsi qu'aux dotations aux amortissements ;

**CONSIDERANT** qu'il est proposé d'augmenter les crédits des articles 6811, 66111, 661121 et 661122 et d'équilibrer la section fonctionnement en augmentant les recettes du compte 75888 ;

**CONSIDERANT** qu'il est proposé d'augmenter les crédits de l'article 28158 (contrepartie du 6811) en recettes et la part capitale des emprunts (concernant les emprunts révisable et variables) en dépenses et d'équilibrer la section d'Investissement en augmentant les crédits de l'article 165 en recettes ;

### Délibération

Le Conseil Municipal,  
Après avoir délibéré  
Par 12 voix « Pour » 0 voix « contre » et 0 « abstention »  
A l'unanimité

### DÉCIDE

#### Article 1<sup>er</sup>

**D'APPROUVER** les modifications de crédits suivantes :

| Désignation                                                               | Dépenses <sup>(1)</sup> |                         | Recettes <sup>(1)</sup> |                         |
|---------------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
|                                                                           | Diminution de crédits   | Augmentation de crédits | Diminution de crédits   | Augmentation de crédits |
| <b>FONCTIONNEMENT</b>                                                     |                         |                         |                         |                         |
| D-6811 : Dot. aux amort. des immobilisations incorporelles et corporelles | 0,00 €                  | 10,00 €                 | 0,00 €                  | 0,00 €                  |
| <b>TOTAL D 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections</b>       | 0,00 €                  | 10,00 €                 | 0,00 €                  | 0,00 €                  |
| D-66111 : Intérêts réglés à l'échéance                                    | 0,00 €                  | 2 000,00 €              | 0,00 €                  | 0,00 €                  |
| D-66112 : Intérêts - Rattachement des ICNE                                | 0,00 €                  | 115,00 €                | 0,00 €                  | 0,00 €                  |
| <b>TOTAL D 66 : Charges financières</b>                                   | 0,00 €                  | 2 115,00 €              | 0,00 €                  | 0,00 €                  |
| R-75888 : Autres produits divers de gestion courante                      | 0,00 €                  | 0,00 €                  | 0,00 €                  | 2 125,00 €              |
| <b>TOTAL R 75 : Autres produits de gestion courante</b>                   | 0,00 €                  | 0,00 €                  | 0,00 €                  | 2 125,00 €              |
| <b>Total FONCTIONNEMENT</b>                                               | 0,00 €                  | 2 125,00 €              | 0,00 €                  | 2 125,00 €              |
| <b>INVESTISSEMENT</b>                                                     |                         |                         |                         |                         |
| R-28158 : Amort. autres installations, matériel et outillage techniques   | 0,00 €                  | 0,00 €                  | 0,00 €                  | 10,00 €                 |
| <b>TOTAL R 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections</b>       | 0,00 €                  | 0,00 €                  | 0,00 €                  | 10,00 €                 |
| D-1641 : Emprunts en euros                                                | 0,00 €                  | 3 000,00 €              | 0,00 €                  | 0,00 €                  |
| R-165 : Dépôts et cautionnements reçus                                    | 0,00 €                  | 0,00 €                  | 0,00 €                  | 2 990,00 €              |
| <b>TOTAL 16 : Emprunts et dettes assimilées</b>                           | 0,00 €                  | 3 000,00 €              | 0,00 €                  | 2 990,00 €              |
| <b>Total INVESTISSEMENT</b>                                               | 0,00 €                  | 3 000,00 €              | 0,00 €                  | 3 000,00 €              |
| <b>Total Général</b>                                                      |                         | <b>5 125,00 €</b>       |                         | <b>5 125,00 €</b>       |

#### Article 2

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération.

#### Article 3

**DE DIRE** que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Marseille, 31 Rue Jean-François Leca 13002 Marseille à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'État dans le département. Le tribunal administratif de Marseille peut être également saisi de manière dématérialisée via l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**RAPPORT N°7 – DEL 2025/154- OBJET : Décision d'ouverture de crédits investissement 2026 - Budget Principal.**

Rapporteur : Monsieur Yvan BOUGUYON

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1612-1 ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal de Barcelonnette n°2025/40 en date du 14 avril 2025 adoptant le budget primitif 2025 ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal de Barcelonnette n° 2025/101 en date du 15 juillet 2025 adoptant la décision modificative n°1 ;

**Vu** la délibération du Conseil Municipal de Barcelonnette n°2025/128 en date du 29 septembre 2025 relative à l'adoption de la décision modificative n°2 du budget principal 2025 ;

**Vu** la délibération du Conseil Municipal de Barcelonnette n°2025/151 en date du 15 décembre 2025 relative à l'adoption de la décision modificative n°3 du budget principal 2025 ;

**CONSIDERANT** que les dépenses d'investissement ne peuvent être réalisées, en principe qu'après le vote effectif du budget primitif ;

**CONSIDERANT** que pour permettre aux collectivités de disposer de crédits d'investissement disponibles dès l'ouverture de l'exercice, et ainsi procéder au règlement de leurs prestataires que l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales , permet à l'exécutif sur autorisation de l'assemblée délibérante d'engager, de liquider et de mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents à la dette ;

**CONSIDERANT** que le total des crédits d'investissement ouverts sur l'exercice 2025 (budget primitif, des décisions modificatives 1, 2 et 3) s'élève à 4 168 018,55 € ;

**CONSIDERANT** qu'en conséquence le montant maximum pour lequel le Conseil municipal peut autoriser le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement s'établit à un montant de 1 042 004,64 € selon le détail ci-après ;

**CONSIDERANT** que cette autorisation doit préciser le montant et l'affectation des crédits (opération et article) ;

#### **Délibération**

Le Conseil Municipal,  
Après avoir délibéré

Par 12 voix « Pour » 0 voix « contre » et 0 « abstention »

A l'unanimité

## DÉCIDE

### Article 1<sup>er</sup>

D'APPROUVER les ouvertures de crédits suivantes :

| N° OPERATION | LIBELLE OPERATION                          | ARTICLE COMPTE | COMPTE                                    | TOTAL PREVU<br>AU BP 2025 Y<br>COMPRIS DM | OUVERTURE DE<br>CREDIT 2026 |
|--------------|--------------------------------------------|----------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------|-----------------------------|
| 185          | OPAH-RU                                    | 2324           | Subventions<br>d'équipement versées       | 14 166,67 €                               | 3 541,67 €                  |
| 185          | OPAH-RU                                    | 2324           | Subventions<br>d'équipement versées       | 9 460,00 €                                | 2 365,00 €                  |
| 260          | RENOVATION ENERGETIQUE<br>SALLE DES SPORTS | 2313           | Constructions (en cours)                  | 90 649,90 €                               | 22 662,48 €                 |
| 260          | RENOVATION ENERGETIQUE<br>SALLE DES SPORTS | 2313           | Constructions (en cours)                  | 217,89 €                                  | 54,47 €                     |
| 260          | RENOVATION ENERGETIQUE<br>SALLE DES SPORTS | 2313           | Constructions (en cours)                  | 1 872,00 €                                | 468,00 €                    |
| 275          | RENOVATION APPARTEMENTS<br>GENDARMERIE     | 2313           | Constructions (en cours)                  | 15 000,00 €                               | 3 750,00 €                  |
| 275          | RENOVATION APPARTEMENTS<br>GENDARMERIE     | 2313           | Constructions (en cours)                  | 16 441,80 €                               | 4 110,45 €                  |
| 276          | REFECTION CHAUFFAGE<br>EGLISE              | 2313           | Constructions (en cours)                  | 201 960,00 €                              | 50 490,00 €                 |
| 276          | REFECTION CHAUFFAGE<br>EGLISE              | 2033           | Frais d'insertion                         | 1 500,00 €                                | 375,00 €                    |
| 279          | REFECTION DE COURTS DE<br>TENNIS 2022      | 2313           | Constructions (en cours)                  | 9 500,00 €                                | 2 375,00 €                  |
| 282          | CRECHE                                     | 2031           | Frais d'études                            | 167 935,23 €                              | 41 983,81 €                 |
| 282          | CRECHE                                     | 2313           | Constructions (en cours)                  | 1 046 878,66 €                            | 261 719,67 €                |
| 282          | CRECHE                                     | 2033           | Frais d'insertion                         | 1 500,00 €                                | 375,00 €                    |
| 282          | CRECHE                                     | 21318          | Constructions autres<br>bâtiments publics | 100 200,00 €                              | 25 050,00 €                 |
| 282          | CRECHE                                     | 2313           | Constructions (en cours)                  | 10 598,16 €                               | 2 649,54 €                  |
| 284          | TOITURE CENTRE JEAN CHAIX                  | 2313           | Constructions (en cours)                  | 21 300,00 €                               | 5 325,00 €                  |

|     |                           |        |                                                             |             |            |
|-----|---------------------------|--------|-------------------------------------------------------------|-------------|------------|
| 284 | TOITURE CENTRE JEAN CHAIX | 2128   | Autres agencements et aménagements                          | 15 000,00 € | 3 750,00 € |
| 284 | TOITURE CENTRE JEAN CHAIX | 2313   | Constructions (en cours)                                    | 3 400,00 €  | 850,00 €   |
| 285 | EQUIPEMENTS               | 2128   | Autres agencements et aménagements                          | 26 000,00 € | 6 500,00 € |
| 285 | EQUIPEMENTS               | 2128   | Autres agencements et aménagements                          | 1 000,00 €  | 250,00 €   |
| 285 | EQUIPEMENTS               | 21848  | Autres matériels de bureau et mobiliers                     | 1 000,00 €  | 250,00 €   |
| 285 | EQUIPEMENTS               | 2158   | Autres installations, matériel et outillage techniques      | 515,00 €    | 128,75 €   |
| 285 | EQUIPEMENTS               | 21848  | Autres matériels de bureau et mobiliers                     | 1 044,00 €  | 261,00 €   |
| 285 | EQUIPEMENTS               | 21848  | Autres matériels de bureau et mobiliers                     | 186,65 €    | 46,66 €    |
| 285 | EQUIPEMENTS               | 21848  | Autres matériels de bureau et mobiliers                     | 1 785,38 €  | 446,35 €   |
| 285 | EQUIPEMENTS               | 215741 | Installations, matériel et outillage des cantines scolaires | 2 773,50 €  | 693,38 €   |
| 285 | EQUIPEMENTS               | 215741 | Installations, matériel et outillage des cantines scolaires | 950,00 €    | 237,50 €   |
| 285 | EQUIPEMENTS               | 215741 | Installations, matériel et outillage des cantines scolaires | 577,44 €    | 144,36 €   |
| 285 | EQUIPEMENTS               | 2158   | Autres installations, matériel et outillage techniques      | 1 302,62 €  | 325,66 €   |
| 285 | EQUIPEMENTS               | 2188   | Autres immobilisations corporelles                          | 409,99 €    | 102,50 €   |
| 285 | EQUIPEMENTS               | 2188   | Autres immobilisations corporelles                          | 1 863,26 €  | 465,82 €   |
| 285 | EQUIPEMENTS               | 2188   | Autres immobilisations corporelles                          | 2 724,68 €  | 681,17 €   |
| 285 | EQUIPEMENTS               | 2188   | Autres immobilisations corporelles                          | 1 632,00 €  | 408,00 €   |
| 285 | EQUIPEMENTS               | 2188   | Autres immobilisations corporelles                          | 1 000,00 €  | 250,00 €   |
| 285 | EQUIPEMENTS               | 2315   | Installations, matériel et outillage techniques (en cours)  | 3 000,00 €  | 750,00 €   |

|     |                 |        |                                                             |              |             |
|-----|-----------------|--------|-------------------------------------------------------------|--------------|-------------|
| 285 | EQUIPEMENTS     | 2315   | Installations, matériel et outillage techniques (en cours)  | 1 500,00 €   | 375,00 €    |
| 285 | EQUIPEMENTS     | 2315   | Installations, matériel et outillage techniques (en cours)  | 5 000,00 €   | 1 250,00 €  |
| 285 | EQUIPEMENTS     | 2318   | Autres immobilisations corporelles (en cours)               | 1 773,63 €   | 443,41 €    |
| 285 | EQUIPEMENTS     | 2315   | Installations, matériel et outillage techniques (en cours)  | 2 614,01 €   | 653,50 €    |
| 285 | EQUIPEMENTS     | 215738 | Autre matériel et outillage de voirie                       | 2 393,96 €   | 598,49 €    |
| 285 | EQUIPEMENTS     | 215738 | Autre matériel et outillage de voirie                       | 12 684,00 €  | 3 171,00 €  |
| 285 | EQUIPEMENTS     | 2188   | Autres immobilisations corporelles                          | 3 243,05 €   | 810,76 €    |
| 285 | EQUIPEMENTS     | 215738 | Autre matériel et outillage de voirie                       | 2 124,00 €   | 531,00 €    |
| 287 | MOBILIER URBAIN | 2188   | Autres immobilisations corporelles                          | 4 000,00 €   | 1 000,00 €  |
| 287 | MOBILIER URBAIN | 21568  | Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile | 5 000,00 €   | 1 250,00 €  |
| 289 | MOBILIER        | 21848  | Autres matériels de bureau et mobiliers                     | 5 000,00 €   | 1 250,00 €  |
| 289 | MOBILIER        | 21848  | Autres matériels de bureau et mobiliers                     | 3 100,00 €   | 775,00 €    |
| 291 | VEHICULES       | 215731 | Matériel roulant                                            | 137 000,00 € | 34 250,00 € |
| 291 | VEHICULES       | 2033   | Frais d'insertion                                           | 1 500,00 €   | 375,00 €    |
| 292 | ILLUMINATIONS   | 2188   | Autres immobilisations corporelles                          | 4 000,00 €   | 1 000,00 €  |
| 293 | VOIRIE          | 2031   | Frais d'études                                              | - €          | - €         |
| 293 | VOIRIE          | 2152   | Installations de voirie                                     | 9 800,00 €   | 2 450,00 €  |
| 293 | VOIRIE          | 2152   | Installations de voirie                                     | 2 000,00 €   | 500,00 €    |
| 293 | VOIRIE          | 2151   | Réseaux de voirie                                           | 6 436,80 €   | 1 609,20 €  |
| 293 | VOIRIE          | 2128   | Autres agencements et aménagements                          | 16 363,20 €  | 4 090,80 €  |
| 293 | VOIRIE          | 2315   | Installations, matériel et outillage techniques (en cours)  | 80 000,00 €  | 20 000,00 € |
| 293 | VOIRIE          | 2128   | Autres agencements et aménagements                          | 10 908,00 €  | 2 727,00 €  |
| 293 | VOIRIE          | 2151   | Réseaux de voirie                                           | 16 188,00 €  | 4 047,00 €  |
| 293 | VOIRIE          | 2031   | Frais d'études                                              | 1 182,00 €   | 295,50 €    |

|     |                                               |       |                                                                    |             |             |
|-----|-----------------------------------------------|-------|--------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| 293 | VOIRIE                                        | 2151  | Réseaux de voirie                                                  | 47 899,20 € | 11 974,80 € |
| 293 | VOIRIE                                        | 2151  | Réseaux de voirie                                                  | 12 000,00 € | 3 000,00 €  |
| 293 | VOIRIE                                        | 2152  | Installations de voirie                                            | 1 729,92 €  | 432,48 €    |
| 293 | VOIRIE                                        | 2151  | Réseaux de voirie                                                  | 20 049,60 € | 5 012,40 €  |
| 293 | VOIRIE                                        | 2151  | Réseaux de voirie                                                  | 24 936,00 € | 6 234,00 €  |
| 293 | VOIRIE                                        | 2031  | Frais d'études                                                     | 6 270,12 €  | 1 567,53 €  |
| 294 | AMENAGEMENT PLACE<br>FREDERIC MISTRAL         | 2031  | Frais d'études                                                     | 23 200,00 € | 5 800,00 €  |
| 295 | SOUSTA                                        | 2312  | Agencements et<br>aménagement de<br>terrains (en cours)            | 19 500,00 € | 4 875,00 €  |
| 297 | Fontaine Place Valle de Bravo                 | 2031  | Frais d'études                                                     | 4 800,00 €  | 1 200,00 €  |
| 298 | Bâtiments et appartements<br>hors Gendarmerie | 2313  | Constructions (en cours)                                           | 11 550,00 € | 2 887,50 €  |
| 298 | Bâtiments et appartements<br>hors Gendarmerie | 2188  | Autres immobilisations<br>corporelles                              | 861,34 €    | 215,34 €    |
| 298 | Bâtiments et appartements<br>hors Gendarmerie | 21351 | Install générales .. des<br>constructions - Bâtiments<br>publics   | 1 089,00 €  | 272,25 €    |
| 298 | Bâtiments et appartements<br>hors Gendarmerie | 21351 | Install générales .. des<br>constructions - Bâtiments<br>publics   | 702,00 €    | 175,50 €    |
| 298 | Bâtiments et appartements<br>hors Gendarmerie | 21351 | Install générales .. des<br>constructions - Bâtiments<br>publics   | 11 753,74 € | 2 938,44 €  |
| 298 | Bâtiments et appartements<br>hors Gendarmerie | 2313  | Constructions (en cours)                                           | 4 525,95 €  | 1 131,49 €  |
| 299 | ACQUISITIONS CULTURELLES                      | 21621 | Biens historiques et<br>culturels mobiliers: Biens<br>sous-jacents | 9 800,00 €  | 2 450,00 €  |
| 299 | ACQUISITIONS CULTURELLES                      | 21621 | Biens historiques et<br>culturels mobiliers: Biens<br>sous-jacents | 1 500,00 €  | 375,00 €    |
| 299 | ACQUISITIONS CULTURELLES                      | 21621 | Biens historiques et<br>culturels mobiliers: Biens<br>sous-jacents | 1 442,00 €  | 360,50 €    |
| 300 | INFORMATIQUE ET<br>TELEPHONIE                 | 21838 | Autre matériel<br>informatique                                     | 15 000,00 € | 3 750,00 €  |
| 300 | INFORMATIQUE ET<br>TELEPHONIE                 | 21838 | Autre matériel<br>informatique                                     | 1 000,00 €  | 250,00 €    |
| 300 | INFORMATIQUE ET<br>TELEPHONIE                 | 21838 | Autre matériel<br>informatique                                     | 4 000,00 €  | 1 000,00 €  |
| 301 | ECOLES                                        | 2031  | Frais d'études                                                     | 48 000,00 € | 12 000,00 € |
| 301 | ECOLES                                        | 2033  | Frais d'insertion                                                  | 1 500,00 €  | 375,00 €    |

|     |                                       |       |                                                                   |              |             |
|-----|---------------------------------------|-------|-------------------------------------------------------------------|--------------|-------------|
| 302 | VILLA LA REYSSOLLE                    | 2312  | Agencements et de<br>aménagement<br>terrains (en cours)           | 137 000,00 € | 34 250,00 € |
| 302 | VILLA LA REYSSOLLE                    | 2113  | Terrains aménagés autres<br>que voirie                            | 100 000,00 € | 25 000,00 € |
| 302 | VILLA LA REYSSOLLE                    | 2031  | Frais d'études                                                    | 1 500,00 €   | 375,00 €    |
| 302 | VILLA LA REYSSOLLE                    | 2033  | Frais d'insertion                                                 | 1 500,00 €   | 375,00 €    |
| 303 | PARC TOUT GLISSE                      | 2031  | Frais d'études                                                    | 20 000,00 €  | 5 000,00 €  |
| 304 | MARCHE COUVERT (SALLE<br>POLYVALENTE) | 2031  | Frais d'études                                                    | 5 560,00 €   | 1 390,00 €  |
| 304 | MARCHE COUVERT (SALLE<br>POLYVALENTE) | 2031  | Frais d'études                                                    | 48 000,00 €  | 12 000,00 € |
| 305 | DRAINS CIMETIERE                      | 2128  | Autres agencements et<br>aménagement                              | 107 736,00 € | 26 934,00 € |
| 305 | DRAINS CIMETIERE                      | 2128  | Autres agencements et<br>aménagement                              | 5 000,00 €   | 1 250,00 €  |
| 306 | SINISTRE DECEMBRE 2023                | 2315  | Installations, matériel et<br>outillage techniques (en<br>cours)  | 378 000,00 € | 94 500,00 € |
| 306 | SINISTRE DECEMBRE 2023                | 2031  | Frais d'études                                                    | 37 950,00 €  | 9 487,50 €  |
| 306 | SINISTRE DECEMBRE 2023                | 2315  | Installations, matériel et<br>outillage techniques (en<br>cours)  | 170 148,00 € | 42 537,00 € |
| 306 | SINISTRE DECEMBRE 2023                | 2315  | Installations, matériel et<br>outillage techniques (en<br>cours)  | 33 079,20 €  | 8 269,80 €  |
| 306 | SINISTRE DECEMBRE 2023                | 2033  | Frais d'insertion                                                 | 1 500,00 €   | 375,00 €    |
| 307 | PISCINE                               | 2313  | Constructions (en cours)                                          | 154 771,20 € | 38 692,80 € |
| 308 | PARC SAPINIERE                        | 2128  | Autres agencements et<br>aménagement                              | 17 589,60 €  | 4 397,40 €  |
| 310 | ZOCALO                                | 21351 | Install générales .. des<br>constructions - Bâtiments<br>publics  | 32 033,00 €  | 8 008,25 €  |
| 311 | MUSEE                                 | 2031  | Frais d'études                                                    | 5 000,00 €   | 1 250,00 €  |
| 312 | ORGUE                                 | 21622 | Biens historiques et<br>culturels mobiliers: Dép.<br>ultér. immo. | 2 000,00 €   | 500,00 €    |
| 313 | FOURRIERE                             | 2128  | Autres agencements et<br>aménagement                              | - €          | - €         |
| 314 | BORNE ARRET MINUTE                    | 2315  | Installations, matériel et<br>outillage techniques (en<br>cours)  | 22 927,06 €  | 5 731,77 €  |
| 315 | RHI-THIRORI                           | 2031  | Frais d'études                                                    | 20 000,00 €  | 5 000,00 €  |

|     |                                       |   |       |                                                                  |                |                |
|-----|---------------------------------------|---|-------|------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| 316 | SALLE OMNISPORT<br>REFECTION SOL      | - | 2315  | Installations, matériel et<br>outillage techniques (en<br>cours) | 235 000,00 €   | 58 750,00 €    |
| 316 | SALLE OMNISPORT<br>REFECTION SOL      | - | 2033  | Frais d'insertion                                                | 1 500,00 €     | 375,00 €       |
| 317 | MISE AUX NORMES SSI ET<br>PMR         |   | 2315  | Installations, matériel et<br>outillage techniques (en<br>cours) | 25 514,40 €    | 6 378,60 €     |
| 318 | VIDEOPROTECTION                       |   | 2315  | Installations, matériel et<br>outillage techniques (en<br>cours) | 144 000,00 €   | 36 000,00 €    |
| 318 | VIDEOPROTECTION                       |   | 2033  | Frais d'insertion                                                | 1 500,00 €     | 375,00 €       |
| 319 | MONUMENTS AUX MORTS                   |   | 2316  | Restauration des biens<br>historiques et culturels               | 6 420,00 €     | 1 605,00 €     |
| 319 | MONUMENTS AUX MORTS                   |   | 2316  | Restauration des biens<br>historiques et culturels               | 14 960,00 €    | 3 740,00 €     |
| 320 | RESEAUX SEC ET HUMIDE                 |   | 2315  | Installations, matériel et<br>outillage techniques (en<br>cours) | 9 979,20 €     | 2 494,80 €     |
| 320 | RESEAUX SEC ET HUMIDE                 |   | 2031  | Frais d'études                                                   | 5 000,00 €     | 1 250,00 €     |
| 320 | RESEAUX SEC ET HUMIDE                 |   | 21533 | Réseaux câblés                                                   | 12 090,81 €    | 3 022,70 €     |
| 320 | RESEAUX SEC ET HUMIDE                 |   | 21538 | Autres réseaux                                                   | 4 386,19 €     | 1 096,55 €     |
| 320 | RESEAUX SEC ET HUMIDE                 |   | 21533 | Réseaux câblés                                                   | 3 000,00 €     | 750,00 €       |
| 320 | RESEAUX SEC ET HUMIDE                 |   | 21533 | Réseaux câblés                                                   | 3 209,54 €     | 802,39 €       |
| 320 | RESEAUX SEC ET HUMIDE                 |   | 21533 | Réseaux câblés                                                   | 3 000,00 €     | 750,00 €       |
| 321 | REHABILITATION STADE LEON<br>SIGNORET |   | 2031  | Frais d'études                                                   | 14 900,00 €    | 3 725,00 €     |
|     |                                       |   |       |                                                                  | 4 168 018,55 € | 1 042 004,64 € |

## **Article 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à cette décision.

## **Article 3**

**DE DIRE** que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Marseille 31 rue Jean - François Leca 13002 Marseille à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'État dans le département. Le tribunal administratif de Marseille peut être également saisi de manière dématérialisée via l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**RAPPORT N°8 – DEL 2025/155- OBJET : Décision d'ouverture de crédits investissement 2026 - Budget Craplet.**

Rapporteur : Monsieur Yvan BOUGUYON

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1612-1 ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal de Barcelonnette n°2025/40 en date du 14 avril 2025 adoptant le budget primitif 2025 ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal de Barcelonnette n° 2025/130 en date du 29 septembre 2025 adoptant la décision modificative n°1 ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal de Barcelonnette n°2025/153 en date du 15 décembre 2025 relative à l'adoption de la décision modificative n°2 du budget primitif 2025 ;

**CONSIDERANT** que les dépenses d'investissement ne peuvent être réalisées, en principe qu'après le vote effectif du budget primitif ;

**CONSIDERANT** que pour permettre aux collectivités de disposer de crédits d'investissement disponibles dès l'ouverture de l'exercice, et ainsi procéder au règlement de leurs prestataires que l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales , permet à l'exécutif sur autorisation de l'assemblée délibérante d'engager, de liquider et de mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents à la dette ;

**CONSIDERANT** que le total des crédits d'investissement ouverts sur l'exercice 2024 (budget primitif, et décision modificative 1 incluse) s'élève à 290 653,24 € ;

**CONSIDERANT** qu'en conséquence le montant maximum pour lequel le Conseil municipal peut autoriser le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement s'établit à un montant de 72 663,31 € selon le détail ci-après ;

**CONSIDERANT** que cette autorisation doit préciser le montant et l'affectation des crédits (opération et article) ;

#### **Délibération**

Le Conseil Municipal,

Après avoir délibéré

Par 12 voix « Pour » 0 voix « contre » et 0 « abstention »

A l'unanimité

#### **DÉCIDE**

##### **Article 1<sup>er</sup>**

**D'APPROUVER** les ouvertures de crédits suivantes :

| CHAPITRE | ARTICLE<br>COMPTE | COMPTE            | TOTAL PREVU<br>AU BP 2025 Y<br>COMPRIS DM | OUVERTURE DE<br>CREDIT 2026 |
|----------|-------------------|-------------------|-------------------------------------------|-----------------------------|
| 20       | 2031              | Frais d'études    | 36 706,84 €                               | 9 176,71 €                  |
| 20       | 2033              | Frais d'insertion | 1 500,00 €                                | 375,00 €                    |

|    |      |                                                                   |              |             |
|----|------|-------------------------------------------------------------------|--------------|-------------|
| 21 | 2145 | Construct.sol autrui-Install. générales, agencements,aménagements | 8 325,32 €   | 2 081,33 €  |
| 21 | 2188 | Autres immobilisations corporelles                                | 10 366,30 €  | 2 591,58 €  |
| 21 | 2188 | Autres immobilisations corporelles                                | 35 086,09 €  | 8 771,52 €  |
| 23 | 2313 | Constructions (en cours)                                          | 142 539,21 € | 35 634,80 € |
| 23 | 2313 | Constructions (en cours)                                          | 6 128,88 €   | 1 532,22 €  |
| 23 | 2313 | Constructions (en cours)                                          | 50 000,60 €  | 12 500,15 € |
|    |      |                                                                   | 290 653,24 € | 72 663,31 € |

## **Article 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à cette décision.

## **Article 3**

**DE DIRE** que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Marseille 31 rue Jean – François Leca 13002 Marseille à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'État dans le département. Le tribunal administratif de Marseille peut être également saisi de manière dématérialisée via l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**RAPPORT N°9 – DEL 2025/156- OBJET : Décision d'ouverture de crédits investissement 2026 - Budget Eau.**

Rapporteur : Monsieur Yvan BOUGUYON

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1612-1 ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal de Barcelonnette n°2025/40 en date du 14 avril 2025 adoptant le budget primitif 2025 ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal de Barcelonnette n° 2025/130 en date du 29 septembre 2025 adoptant la décision modificative n°1 ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal de Barcelonnette n°2025/152 en date du 15 décembre 2025 relative à l'adoption de la décision modificative n°2 du budget eau 2025 ;

**CONSIDERANT** que les dépenses d'investissement ne peuvent être réalisées, en principe qu'après le vote effectif du budget primitif ;

**CONSIDERANT** que pour permettre aux collectivités de disposer de crédits d'investissement disponibles dès l'ouverture de l'exercice, et ainsi procéder au règlement de leurs prestataires que l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales , permet à l'exécutif sur autorisation de l'assemblée délibérante d'engager, de liquider et de mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents à la dette ;

**CONSIDERANT** que le total des crédits d'investissement ouverts sur l'exercice 2025 budget primitif, des décisions modificatives 1 et 2) s'élève à 793 858,91 € ;

**CONSIDERANT** qu'en conséquence le montant maximum pour lequel le Conseil municipal peut autoriser le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement s'établit à un montant de 198 464,73 € selon le détail ci-après ;

**CONSIDERANT** que cette autorisation doit préciser le montant et l'affectation des crédits ;

#### **Délibération**

Le Conseil Municipal,  
Après avoir délibéré  
Par 12 voix « Pour » 0 voix « contre » et 0 « abstention »  
A l'unanimité

#### **DÉCIDE**

##### **Article 1<sup>er</sup>**

**D'APPROUVER** les ouvertures de crédits suivantes :

| CHAPITRE | ARTICLE<br>COMPTE | COMPTE                                          | TOTAL PREVU AU<br>BP 2025 Y<br>COMPRIS DM | OUVERTURE DE<br>CREDIT 2026 |
|----------|-------------------|-------------------------------------------------|-------------------------------------------|-----------------------------|
| 23       | 2315              | Installations, matériel et outillage techniques | 160 814,16 €                              | 40 203,54 €                 |
| 23       | 2315              | Installations, matériel et outillage techniques | 633 044,75 €                              | 158 261,19 €                |
|          |                   |                                                 | 793 858,91 €                              | 198 464,73 €                |

##### **Article 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à cette décision.

##### **Article 3**

**DE DIRE** que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Marseille 31 rue Jean – François Leca 13002 Marseille à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'État dans le département. Le tribunal administratif de Marseille peut être également saisi de manière dématérialisée via l'application informatique « Télérécourse Citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

|                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>RAPPORT N°10 – DEL 2025/157- <u>OBJET</u> : Décision d'ouverture de crédits investissement 2026 - Budget Activités Loisirs</b> |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Rapporteur : Monsieur Yvan BOUGUYON

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1612-1 ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal de Barcelonnette n°2025/40 en date du 14 avril 2025 adoptant le budget primitif 2025 ;

**CONSIDERANT** que les dépenses d'investissement ne peuvent être réalisées, en principe qu'après le vote effectif du budget primitif ;

**CONSIDERANT** que pour permettre aux collectivités de disposer de crédits d'investissement disponibles dès l'ouverture de l'exercice, et ainsi procéder au règlement de leurs prestataires que l'article L.1612-1 Code Général des Collectivités Territoriales , permet à l'exécutif sur autorisation de l'assemblée délibérante d'engager, de liquider et de mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents à la dette ;

**CONSIDERANT** que le total des crédits d'investissement ouverts sur l'exercice 2025 s'élève à 73 964,15 € ;

**CONSIDERANT** qu'en conséquence le montant maximum pour lequel le Conseil municipal peut autoriser le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement s'établit à un montant de 18 491,04 € selon le détail ci-après ;

**CONSIDERANT** que cette autorisation doit préciser le montant et l'affectation des crédits ;

#### **Délibération**

Le Conseil Municipal,  
Après avoir délibéré  
Par 12 voix « Pour » 0 voix « contre » et 0 « abstention »  
A l'unanimité

#### **DÉCIDE**

##### **Article 1<sup>er</sup>**

**D'APPROUVER** les ouvertures de crédits suivantes :

| N° CHAPITRE | ARTICLE<br>COMPTE | COMPTE                   | TOTAL PREVU AU<br>BP 2025 Y<br>COMPRIS DM | OUVERTURE DE<br>CREDIT 2026 |
|-------------|-------------------|--------------------------|-------------------------------------------|-----------------------------|
| 23          | 2313              | Constructions (en cours) | 73 964,15 €                               | 18 491,04 €                 |

##### **Article 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à cette décision.

##### **Article 3**

**DE DIRE** que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Marseille 31 rue Jean – François Leca 13002 Marseille à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'État dans le département. Le tribunal administratif de Marseille peut être également saisi de manière dématérialisée via l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible depuis le site

**RAPPORT N°11 – DEL 2025/158- OBJET : Convention d'attribution du soutien à l'ingénierie de la Banque des Territoires au programme Petites Villes de Demain – avenant n°1.**

Rapporteur : Yvan BOUGUYON

Le rapporteur expose ce qui suit :

Petites Villes de Demain (PVD) est un programme national d'appui à la redynamisation des petites villes rurales présentant des signes de vulnérabilité. Sur la durée du mandat municipal, le programme articule des moyens locaux et nationaux pour permettre aux petites villes de se doter d'un projet global de revitalisation et de le piloter sur la durée du mandat. Ainsi, ce programme finance l'ingénierie, permet le développement d'outils et d'expertises.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la convention d'attribution du soutien à l'ingénierie de la Banque des Territoires au programme Petites Villes de Demain signée entre le Département des Alpes de Haute-Provence et la Commune (délibération du Conseil Départemental du 7 décembre 2022 et du Conseil Municipal de Barcelonnette le 30 mars 2022) ;

**CONSIDERANT** que la convention d'attribution du soutien à l'ingénierie de la Banque des Territoires au programme Petites Villes de Demain doit être modifiée pour coïncider avec la durée du mandat en cours ;

**CONSIDERANT** que la modification porte sur les articles relatifs à la durée de la convention et à son entrée en vigueur (il est proposé que celle-ci soit prorogée jusqu'au 31 mars 2026 et qu'elle prenne effet à la date de sa signature par les deux parties) ;

**Délibération**

Le Conseil Municipal,

Après avoir délibéré

Par 12 voix « Pour » 0 voix « contre » et 0 « abstention »

A l'unanimité

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**

**D'APPROUVER** l'avenant n°1 à la convention d'attribution du soutien à l'ingénierie de la Banque des Territoires au programme Petites Villes de Demain ci-annexé.

**ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer l'avenant n°1.

**ARTICLE 3**

**DE DIRE** que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Marseille 31 rue Jean – François Leca 13002 Marseille à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'État dans le département. Le tribunal administratif de Marseille peut être également saisi de

manière dématérialisée via l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**RAPPORT N°12 – DEL 2025/159- OBJET : PETITES VILLES DE DEMAIN - Nos Territoires D'Abord Vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon : OPAH-RU de Barcelonnette - Convention de financement entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Commune de Barcelonnette.**

Rapporteur : Monsieur Yvan BOUGUYON

Par délibération en date du 25 février 2025, le Conseil Municipal a approuvé la convention de financement entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Commune de Barcelonnette pour la mise en œuvre de la participation financière de la Région à l'OPAH-RU.

Dans la convention cadre de l'OPAH-RU, la participation de la région est fixée à 51 000 € et non à la somme de 63 000 € comme indiqué dans la convention délibérée en février 2025, montant indiqué dans la programmation Nos territoires d'abord.

Aussi, le Conseil Municipal est appelé à délibérer de nouveau sur la convention de financement qui a pour objectif de déterminer les conditions dans lesquelles la Commune de Barcelonnette, maître d'ouvrage, versera l'aide régionale aux bénéficiaires pour le compte de la Région et les conditions dans lesquelles la Région remboursera le maître d'ouvrage sur les avances effectuées, conformément aux critères d'intervention précisés dans la convention cadre.

Ainsi, la Commune fera l'avance de ces aides et en demandera le remboursement à la Région à minima une fois chaque d'année.

Cette convention prendra fin avec le solde des remboursements par la Région des aides aux propriétaires avancées par la Commune.

**VU** la convention cadre d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Renouvellement Urbain (OPAH-RU) approuvée par le Conseil municipal de la Commune de Barcelonnette ;

**VU** l'intérêt de mettre en œuvre une politique de rénovation des logements du parc privé sur le Territoire de la commune ;

**VU** la participation de la Commune au programme Petites Villes de Demain depuis 2021 ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriale ;

### **Délibération**

Le Conseil Municipal,  
Après avoir délibéré

Par 12 voix « Pour » 0 voix « contre » et 0 « abstention »  
A l'unanimité

### **DÉCIDE**

#### **Article 1**



**D'APPROUVER** la convention de financement entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Commune pour la mise en œuvre de l'Opération programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain « OPAH-RU- de Barcelonnette » telle qu'annexée.

## **Article 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi que tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

## **Article 3**

**DE DIRE** que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Marseille – 31 Rue Jean François Leca 13002 Marseille à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'État dans le département. Le tribunal administratif de Marseille peut être également saisi de manière dématérialisée via l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **Questions diverses**

### ➤ **Salle Multisports « Jean Fernandez »**

- *Monsieur Miguel ORTUNO indique à l'Assemblée que des dégradations ont été commises dernièrement à la salle multisports. Il tient à réitérer ses propos sur la nécessité d'embaucher un gardien pour cette structure occupée journalièrement par de nombreuses associations sportives*
- *Madame Florence ALLEMANDI pense qu'il est important de déposer plainte à chaque dégradation constatée*

### ➤ **Dossier « Petites Villes de Demain – PVD »**

- *Madame Florence ALLEMANDI demande qui prendra en charge les dossiers PVD suite au départ du Chargé de mission affecté à ce service*
- *Monsieur le Maire précise que le recrutement devrait être financé à hauteur de 70 % par l'État*
- *Madame Chantal BONAGLIA souligne qu'une embauche est indispensable, financée ou non, et insiste sur la nécessité d'anticiper le recrutement d'un agent en charge du suivi de ce dossier*

### ➤ **Bornes automatiques du centre-ville**

- *Monsieur Miguel ORTUNO indique que les bornes d'accès à la rue Jules Béraud sont hors service depuis 3 semaines. Il regrette le dysfonctionnement de cet équipement dont le coût est relativement élevé.*

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19H30.

La Secrétaire de Séance,

Chantal BONAGLIA.



Procès-Verbal du Conseil Municipal du 15 décembre 2025

Le Maire,

Yvan BOUGUYON.

